

Débat ouvert du Conseil de sécurité
Maintien de la paix et de la sécurité internationales
Prévention et règlement des conflits dans la région des Grands Lacs

Intervention de S.E. l'Ambassadeur Frank De Coninck,
Envoyé spécial de la Belgique pour la région des Grands Lacs

21 mars 2016

Monsieur le Président,

La Belgique félicite la Présidence angolaise du Conseil de Sécurité d'avoir pris l'initiative de ce débat sur la Région des Grands Lacs.

Nous souscrivons pleinement à la déclaration de l'Union européenne et, à titre national, souhaiterions ajouter les éléments suivants concernant les opportunités et les défis qui caractérisent la situation actuelle.

1.

L' « Accord cadre pour la Paix, la Sécurité et la Coopération pour la RDC et la Région » est une base essentielle et n'a rien perdu de sa pertinence. Nous tenons à saluer à cet égard le « Cadre stratégique pour la Région des Grands Lacs » que le Secrétaire-Général vient de présenter. La Belgique tient également à exprimer son soutien au travail de l'envoyé spécial du Secrétaire général l'Ambassadeur Said Djinnit.

Nous nous réjouissons de l'organisation récente à Kinshasa d'une « Conférence sur l'investissement privé en Région des Grands Lacs » qui a permis de rassembler plusieurs centaines de représentants de gouvernements, d'institutions financières et d'investisseurs privés **et de mieux cerner le potentiel énorme de la région**. Cette Conférence nécessitera un suivi concret .

2.

La situation dans l'Est congolais n'est toujours pas suffisamment stabilisée, malgré des progrès ponctuels. Les groupes armés, dont l'ADF-Nalu et le FDLR, menacent toujours des populations civiles en commettant d'innombrables exactions. D'autre part le problème des ex-combattants M23 n'est toujours pas résolu. Tous ces facteurs entravent le développement économique, favorisent l'exploitation illégale de ressources naturelles et les trafics illicites et ont un impact très négatif sur la stabilité régionale. La Belgique se félicite cependant de **l'annonce de** la reprise de la coopération **opérationnelle** entre la MONUSCO et l'armée congolaise. Elle espère que celle-ci permettra de rapidement neutraliser les principaux groupes armés. Il conviendra de garder cette question à l'esprit lors de l'examen du nouveau mandat de la MONUSCO.

La question des réfugiés, qui résulte de conflits internes aux pays de la Région, est une autre préoccupation majeure. La présence de quelques 250 000 réfugiés burundais dans les pays voisins du Burundi constitue, non seulement un drame pour les personnes affectées, mais également une menace supplémentaire pour la stabilité régionale.

3.

Monsieur le Président,

Le Burundi est depuis plus d'un an en proie à une crise interne, caractérisée par des violences inadmissibles et de nombreuses violations des droits de l'homme. Les mesures d'apaisement récemment prises par le gouvernement burundais sont certes un pas dans la bonne direction, mais il conviendra de les étendre et de les rendre irréversibles. Mon pays pense que seul un dialogue inclusif sous médiation externe est à même d'apporter les éléments de solution durable à la grave crise que traverse le pays. Nous espérons que les **efforts** de l'EAC, de l'Union africaine et des Nations Unies convergeront vers une solution politique dans l'esprit d'Arusha. Nous saluons la désignation de l'ancien Président Mkapa comme facilitateur de la Communauté Est africaine. Ce dialogue devrait réunir sans préconditions ni exclusives un nombre significatif d'acteurs politiques et être lancé rapidement.

L'envoi d'une mission de police des Nations Unies crédible est importante dans une logique d'apaisement.

4.

Monsieur le Président,

La République Démocratique du Congo a fait des progrès importants depuis les 15 dernières années, sur le plan de l'unité et de la stabilité économique et démocratique. Il est crucial pour le pays, mais aussi pour toute l'Afrique centrale, que ces progrès soient consolidés et amplifiés. Le Congo est aujourd'hui à la croisée des chemins. La Belgique est très préoccupée à cet égard par l'impasse politique qui se confirme et se durcit en RDC. Nous nous inquiétons du rétrécissement de l'espace politique et des atteintes aux droits de l'homme dans un contexte pré-électoral. Un dialogue entre les différents acteurs politiques est inévitable pour sortir de cette impasse. Il devrait aboutir, sous facilitation régionale ou internationale, à un consensus sur les modalités d'organisation d'élections libres et ouvertes, et sur le respect de l'ordre public, des droits de l'homme et de la Constitution. La Belgique espère qu'un tel dialogue pourra rapidement démarrer.

La MONUSCO devrait jouer un rôle tant d'appui logistique que de soutien à la sécurisation des élections. Ce rôle devrait être reflété **davantage** dans son nouveau mandat .

En conclusion, la Belgique plaide pour que le Conseil de Sécurité garde la situation dans la Région des Grands Lacs à son ordre du jour,

Je vous remercie.